



Ville de Lisle-sur-Tarn

Département du Tarn

Commune de LISLE-SUR-TARN

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

N°232025

Le Maire,

VU la loi N° 82.213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU la déclaration de travaux,

Considérant la demande faite par l'entreprise Modolo Constructions demeurant à Lisle sur Tarn afin de procéder à la réfection de la toiture de l'immeuble situé 34 rue du Vieil Hôpital,

Il y a lieu de prendre les mesures de sécurité suivantes :

ARRETE

Article 1 : La circulation et le stationnement seront interdits au droit des travaux 34 rue du Vieil Hôpital du 10 au 21 février 2025.

Le stationnement au droit de l'immeuble sera réservé à l'entreprise durant la même période.

Article 2 : Des panneaux de signalisation ou barrières correspondant aux normes en vigueur seront mis en place aux distances réglementaires et enlevés par l'entreprise Modolo Constructions.

Article 3 : L'entreprise Modolo Constructions demeurera seule responsable des nuisances et des dégâts qui pourraient être causés aux personnes ou aux biens pendant la durée de ce chantier. L'entreprise Modolo Constructions mettra en place toutes les mesures de sécurité nécessaires. L'entreprise Modolo Constructions informera les riverains.

Article 4 : La Gendarmerie et la Police Municipale de Lisle-sur-Tarn seront chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lisle-sur-Tarn, le 04 février 2025

Le Maire,

Pour le Maire,
l'adjoint délégué
Patrick GAILLAC

Manline LHERM



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui a été publié le ... 4. FEV. 2025et/ou notifié à l'intéressé(e) le ... 4. FEV. 2025 .. La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de cette notification ou de sa publication. Cette saisine pourra se faire, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargés de la gestion d'un service public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>.